

REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE A LA REGULATION DE LA TERMINAISON D'APPEL VOCAL MOBILE DE FREE MOBILE
--

SYNTHESE

Le marché de la téléphonie mobile en métropole a depuis vingt ans été dominé par un oligopole à deux puis trois opérateurs. La structure du marché a favorisé des prix de détail élevés et une stabilité des parts de marché. Durant cette période, les autorités de concurrence ont accepté des niveaux élevés de terminaison d'appel mobile de l'ordre de 12 c€ en moyenne sur la dernière décennie. Ce niveau de terminaison d'appel a permis un financement des réseaux mobiles par les opérateurs des réseaux fixes et leurs abonnés. Au cours de la dernière décennie, les opérateurs mobiles historiques ont bénéficié d'un financement externe cumulé, au titre de la terminaison d'appel mobile, de l'ordre de 10 Mds€. En d'autres termes, les réseaux mobiles historiques ont été quasi intégralement financés par les opérateurs fixes et leurs abonnés. Notamment, le groupe Iliad a financé le déploiement des opérateurs mobiles historiques à hauteur d'environ [...] M€ sur la période.

Les autorités de concurrence nationale et communautaire se sont inquiétées à plusieurs reprises de la faible animation concurrentielle du marché français et ont souhaité l'arrivée d'un nouvel entrant opérateur mobile, afin de dynamiser le marché. Après plusieurs tentatives infructueuses, une quatrième licence 3G a été attribuée à Free Mobile début 2010. Le réseau de Free Mobile est actuellement en cours de déploiement. L'ouverture commerciale des services est prévue début 2012 au plus tard. La présente consultation publique vise à préparer une analyse de marché de la terminaison d'appel Free Mobile puis un encadrement tarifaire de celle-ci. Nous pensons que trois éléments sont déterminants pour ce faire :

- La proportionnalité et l'équité de la décision que l'Autorité sera amenée à prendre. Free Mobile sera en compétition avec des opérateurs mobiles historiques dont les réseaux 2G et 3G ont été en grande partie financés par la terminaison d'appel, et donc en partie par le groupe ILIAD. La décision de l'Autorité ne peut avoir pour effet de placer le quatrième entrant dans une situation structurellement plus défavorable que ses concurrents, en lui déniaient toute capacité à recouvrer temporairement une partie de ses coûts de déploiement par l'intermédiaire de la terminaison d'appel ;
- Le niveau de coûts. Le niveau de terminaison d'appel mobile des opérateurs historiques est fondé sur un modèle d'opérateur historique générique efficace, ayant déjà déployé un

réseau de 15 000 antennes, ce qui a permis à l'Autorité de rapprocher les tarifs de terminaison d'appel des opérateurs historiques de leurs coûts réels. L'économie d'un nouvel entrant est différente de celle d'un opérateur installé. [...] Les charges fixes, loyers et coûts du spectre sont amortis sur un moindre nombre d'abonnés. De plus, une partie du trafic de terminaison sera acheminée en itinérance durant les premières années d'exploitation de Free Mobile [...].

- L'asymétrie de trafic de terminaison d'appel. [...] Il est légitime de compenser toute ou partie de cette asymétrie de trafic par une asymétrie de terminaison d'appel. En France, sur le marché mobile, l'asymétrie de trafic sera renforcée car les opérateurs historiques ont poursuivi une politique d'offre malthusienne. Leurs abonnés, captifs d'offres bridées, ne pourront ni émettre autant de trafic qu'ils en recevront de la part d'abonnés à des offres d'abondance. [...]

Le projet d'analyse de marché publié par l'Autorité n'étudie pas en détail les spécificités des marchés actuels et d'un nouvel entrant, l'équité du cadre de régulation qui doit lui être imposé et la proportionnalité du futur encadrement tarifaire aux éventuels dysfonctionnements du marché. Dès lors, l'analyse se réduit en grande partie à une exégèse de la recommandation européenne, qui conclut à la nécessité d'une orientation de la terminaison d'appel de Free Mobile vers ses coûts, sans prendre en considération la situation et la dynamique concurrentielle globale du marché.

Cette orientation n'est pas équitable. L'Autorité aura laissé presque trois ans aux opérateurs mobiles historiques pour appliquer complètement la recommandation européenne du 7 mai 2009. Deux ans après la publication de la recommandation, les terminaisons d'appel mobile des opérateurs historiques étaient encore trois fois supérieures à leurs coûts. Demander à Free Mobile d'aligner sa terminaison d'appel vers ses coûts au premier jour serait manifestement disproportionné (Partie I).

Par ailleurs, l'encadrement tarifaire de la terminaison d'appel Free Mobile ne pourra être fixé qu'au vu des coûts encourus et des asymétries de trafic constatées. Fixer ce niveau en aveugle avant même que Free Mobile n'ait commercialisé ses services serait aventureux. L'analyse technique menée par l'Autorité dans sa consultation en matière d'asymétrie de trafic et de mode de calculs des coûts encourus paraît d'ailleurs fragile, voire erronée, sur plusieurs points (Partie II).

Pour l'ensemble de ces raisons, Free Mobile demande à l'Autorité (i) de constater que le niveau de terminaison d'appel proposé par Free Mobile, de 3,4 c€ par minute, identique à celui pratiqué par Bouygues jusqu'à l'été 2011, n'est pas de nature à poser de problèmes concurrentiels graves au cours des premiers mois (ii) de confirmer ce niveau tarifaire de 3,4 c€ par une première analyse de marché, transitoire pour l'année 2012 (iii) puis de déterminer l'encadrement tarifaire de la terminaison d'appel pour les trois années suivantes dans un deuxième temps, une fois connus les coûts réels et l'asymétrie de trafic entre Free Mobile et les opérateurs historiques.

PARTIE I : SUR L'EQUITE ET LA PROPORTIONNALITE DE LA DECISION DE L'AUTORITE

L'Autorité s'attache, en droit comme en pratique, à adopter des décisions raisonnables, proportionnées et équitables. En particulier, l'article L.32-1 du code dispose: « *Dans le cadre de leurs attributions respectives, le ministre chargé des communications électroniques et l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes prennent, dans des conditions objectives et transparentes, des mesures raisonnables et proportionnées aux objectifs poursuivis* ».

Cette notion de proportionnalité de mesures de régulation aux objectifs poursuivis par le régulateur figure au sein des directives communautaires, notamment la directive accès : « Les obligations et conditions imposées en vertu du paragraphe 1 sont objectives, transparentes, proportionnées et non discriminatoires » et « Les obligations imposées (...) sont fondées sur la nature du problème constaté, proportionnées et justifiées au regard des objectifs énoncés à l'article 8 de la directive 2002/21/CE (directive «cadre») »

Le projet d'analyse de marché soumis à consultation publique ne mentionne pas clairement les objectifs poursuivis par l'Autorité. Deux objectifs sont évoqués en partie 3.2.1 et 3.2.2 de la consultation :

- la prévention d'un risque de distorsion concurrentielle entre opérateurs mobiles régulés et non régulés. Ce risque est jugé peu important par l'Autorité elle-même : « *Bien que cet impact [la distorsion concurrentiel résultant de prix élevés] reste limité tant que la part de marché de l'opérateur pratiquant une terminaison d'appel élevée reste faible, le risque de déstabilisation du positionnement des offres de détail mises en place par les concurrents de l'opérateur non régulé augmente à mesure que la part de marché de l'opérateur non régulé augmente* ».
- La prévention d'un risque de distorsion concurrentielle au bénéfice de Free Mobile et au détriment des opérateurs fixes, contraints de répercuter une terminaison d'appel mobile élevé sur les clients de détail. Cet argument n'est pas sérieux. Free a lancé en fin d'année dernière des forfaits fixes illimités vers les mobiles et a ensuite été suivi par les principaux opérateurs fixes. Les terminaisons d'appels mobiles étaient alors au niveau que Free Mobile se propose d'adopter à son lancement. La déstabilisation du marché du fixe du fait de l'arrivée de Free Mobile est improbable.

Il appartient à l'Autorité de démontrer que le projet de régulation qu'elle entend appliquer à Free Mobile est proportionné au regard des objectifs poursuivis. A l'évidence, les objectifs mentionnés par la consultation publique ne justifient pas, à eux seuls, une orientation des tarifs de Free Mobile vers les coûts, du moins tant que Free Mobile n'aura pas atteint une part de marché significative.

Dans l'application de la recommandation européenne aux opérateurs mobiles, l'Autorité a démontré à plusieurs reprises sa capacité à pondérer les orientations communautaires au regard des spécificités du marché français et des opérateurs mobiles historiques :

- La Commission a publié sa recommandation le 7 mai 2009, demandant une orientation des tarifs vers les coûts incrémentaux, inférieurs à 1 c€ pour les opérateurs mobiles historiques. L'Autorité a choisi, et donc jugé équitable et proportionné, de ne pas modifier l'encadrement tarifaire des opérateurs mobiles français. Au 1^{ier} juillet 2009, les plafonds tarifaires ont été fixés à 4,5 c€ par minute pour Orange et SFR et de 6 c€ pour Bouygues, plafonds abaissés à 3 c€ et 3,4 c€ un an plus tard.
- Au deuxième semestre 2010, l'analyse de marché arrivant à son terme, l'Autorité devait adopter une nouvelle décision d'encadrement tarifaire. L'Autorité a décidé de proroger pour six mois les plafonds tarifaires précédents : « Sur cette période, l'Autorité estime raisonnable et proportionné de prolonger les plafonds tarifaires actuels de terminaison d'appel entrés en vigueur au 1^{ier} juillet 2010 » (page 65 de la décision). Pendant six mois de plus, les opérateurs mobiles historiques ont pu bénéficier de tarifs trois fois supérieurs à leurs coûts. Le terme « proportionné » est employé 39 fois dans la décision de l'Autorité.
- Au premier semestre 2011, l'Autorité a procédé à une nouvelle analyse et fixé de nouveaux plafonds tarifaires. Ces plafonds ont été fixés à 2 c€ pour le deuxième semestre 2011, soit 2,5 fois au dessus des coûts, puis restent de 25% supérieurs aux coûts incrémentaux en 2012, pour finalement devenir égaux aux coûts incrémentaux, estimés par l'Autorité à 0,8 c€ par minute, à partir de 2013.

Entre la publication de la recommandation et son application effective, l'Autorité aura au bilan jugé raisonnable, proportionné et équitable de permettre aux opérateurs mobiles historiques de bénéficier pendant 30 mois de tarifs de terminaison d'appel deux à cinq fois supérieurs à leurs coûts incrémentaux. Sur la période, la marge laissée aux opérateurs mobiles historique a conduit à un transfert indu de 700 M€ des opérateurs fixes vers les opérateurs mobiles, dont environ [...] payés par Free.

Dans la mesure où Free Mobile sera en compétition sur le marché mobile avec les opérateurs historiques, dont les réseaux ont été en grande partie financés par la terminaison d'appel, dénier à Free Mobile, même en période de lancement, de bénéficier d'un quelconque financement de son réseau mobile par la terminaison d'appel la placerait dans une situation asymétrique défavorable. Il n'est pas exclu que la raideur d'une régulation qui serait orientée vers les stricts coûts incrémentaux de Free Mobile au premier jour, rapprochée de la tolérance dont ont bénéficié les opérateurs mobiles historiques depuis deux ans, puisse paraître discriminatoire.

Free Mobile propose une terminaison d'appel de 3,4 c€ pour l'année 2012. Avec [...] d'abonnés en moyenne sur l'année, le solde net de terminaison d'appel dont devrait bénéficier Free Mobile de la part des opérateurs fixe et mobiles historiques pourrait être compris entre [...]. Ce montant reste faible par rapport à celui versé par Iliad aux opérateurs mobiles historiques en 2011 [...] du fait du délai qui leur a été accordé pour orienter leurs tarifs vers les leurs coûts incrémentaux.

Quel que soit le jeu d'hypothèses retenu, le niveau de terminaison d'appel proposé par Free Mobile (i) ne peut en aucun cas déstabiliser le marché de la téléphonie fixe (ii) ne peut en aucun cas induire des transferts financiers des opérateurs mobiles historiques au bénéfice Iliad supérieurs aux sommes indues qu'Iliad a payées à ces mêmes opérateurs mobiles historiques depuis la publication de la recommandation européenne (iii) ne peut être considéré comme une rente de situation [...]

En conséquence, nous demandons à l'Autorité de bien vouloir prendre acte de notre proposition de tarif de terminaison d'appel et de considérer raisonnable, équitable et proportionné de maintenir de fixer un plafond tarifaire à 3,4 c€ pour l'année 2012. L'Autorité pourra ensuite adopter une décision fixant les plafonds tarifaires applicables pour les trois années suivantes, au vu des asymétries de trafic constatées et des premiers éléments concrets permettant d'évaluer les coûts de production de Free Mobile.

Il convient de noter que s'il plaisait à l'Autorité de faire droit à la demande de Free Mobile, sa décision, en équité, serait similaire à celle adoptée à l'automne 2010 par l'Autorité, qui a conduit à une prorogation de six mois des plafonds tarifaires applicables, et en particulier du plafond de 3,4 c€ applicable à Bouygues Télécom. A l'inverse, la fixation d'un plafond tarifaire plus sévère pour Free Mobile à début 2012 que pour les opérateurs mobiles historiques en 2011 pourrait paraître, sinon discriminatoire, du moins inéquitable et disproportionnée.

PARTIE II : COMMENTAIRES TECHNIQUES SUR L'ANALYSE DE MARCHÉ

A- SUR LA PUISSANCE DE MARCHÉ ET LA PRESENCE DE CONTRE POUVOIRS D'ACHETEURS

L'Autorité considère comme acquis qu'un opérateur mobile, même nouvel entrant, est puissant sur sa terminaison d'appel et peut la fixer à un niveau arbitrairement élevé, au préjudice de la concurrence et des consommateurs. La réalité semble contredire cette analyse. Free Mobile a proposé un niveau de terminaison d'appel de 3,4 c€, identique à celui pratiqué par Bouygues télécom il y a encore trois mois, et deux fois inférieur au niveau de terminaison d'appel pratiqués par les opérateurs mobiles historiques en mai 2009, date de publication de la recommandation européenne.

Le tarif de terminaison d'appel proposé par Free Mobile est raisonnable pour un opérateur nouvel entrant [...]. Si ce tarif de 3,4 c€ était manifestement déraisonnable, l'Autorité n'aurait pas toléré que

Bouygues Télécom pratique un tarif identique jusqu'à l'été 2011, alors que la recommandation européenne était parue depuis deux ans et que Bouygues Télécom était un opérateur installé, désendetté, rentable, avec une part de marché croissante et plus de dix millions d'abonnés.

Nous pensons que l'Autorité sous-estime les contre-pouvoirs d'acheteur des opérateurs fixe et mobile. Le risque évoqué par la consultation de refus d'interconnexion ou plus exactement de refus d'acheminement des appels par les opérateurs mobiles historiques est nul. [...] Free Mobile est contrainte de fixer un niveau de terminaison d'appel compatible avec l'inclusion de ses numéros dans les offres d'abondance des autres opérateurs. Le niveau retenu de 3,4 c€ est compatible avec cet objectif, puisqu'en 2011 tous les principaux opérateurs ont commercialisé des offres d'abondance incluant les appels vers Bouygues télécom, qui pratiquait ce même niveau de terminaison d'appel. Free Mobile se montre modérée en ne demandant pas une asymétrie plus significative.

Il résulte de ce constat que (i) les opérateurs fixe et mobile disposent d'un contre pouvoir d'acheteur (ii) Free Mobile ne peut pas fixer un tarif arbitrairement élevé (iii) le niveau retenu par Free Mobile est compatible avec l'inclusion de ses numéros dans les forfaits et offres d'abondance (iv) ce niveau tarifaire n'induit pas de distorsion concurrentielle, du moins tant que le parc d'abonné Free Mobile reste relativement faible (v) l'orientation vers les coûts de la terminaison d'appel de Free Mobile n'est ni nécessaire ni urgente.

B- SUR LES COUTS

N'ayant pas un seul abonné à ce jour, Free Mobile n'est pas en mesure d'évaluer de manière fiable et précise ses coûts moyens et incrémentaux de production. Ainsi que mentionné ci-avant l'Autorité a jugé fin 2010 proportionné et raisonnable les plafonds tarifaires applicables à la terminaison d'appels des opérateurs mobiles historiques, le temps de finir les travaux de modélisation de leurs coûts. [...] Nous ne pensons pas que l'Autorité soit d'avantage en mesure d'évaluer les coûts incrémentaux de Free Mobile aujourd'hui qu'elle n'était en mesure d'évaluer les coûts d'un opérateur mobile historique il y a un an. A cet égard nous pensons qu'une adoption précipitée d'un encadrement tarifaire agressif de la terminaison d'appel de Free Mobile manquerait de fondement. Nous pouvons néanmoins formuler les remarques suivantes.

La référence aux coûts incrémentaux de long terme n'est pas pertinente pour la tarification de l'accès à des réseaux qui n'existent pas encore. Au lancement de son offre, Free Mobile aura déployé [...]. Tant qu'un projet industriel n'a pas atteint a minima le petit équilibre, parler de coûts moyens ou même incrémentaux paraît difficile. En pratique, cela nous paraît quasiment impossible.

Les coûts incrémentaux de Free Mobile se composent de deux parties, les coûts incrémentaux « on net », c'est-à-dire les coûts de la terminaison d'appel sur son propre réseau et les coûts

incrémentaux de terminaison d'appel « off net », c'est-à-dire celui des minutes terminées en itinérance.

[...] La proportion de minutes écoulées en itinérance ne sera connue qu'après le lancement effectif de nos services. [...]

Les coûts des minutes écoulées sur notre propre réseau [...] font actuellement l'objet de modélisation. Sur une large partie du territoire, l'utilisation de la bande 900 MHz permet d'obtenir une couverture relativement large avec peu de sites. Une densification du réseau est très rapidement nécessaire pour écouler le trafic et, pour un taux de couverture donné, les coûts incrémentaux sont donc relativement proches des coûts moyens. Ces coûts moyens sont élevés, tant que le réseau ne supportera pas un nombre d'abonnés et un trafic significatif. [...]

A plus long terme, trois ou quatre ans, tant le déploiement de notre réseau que l'augmentation de notre parc d'abonnés devraient commencer à redonner un peu de pertinence à l'utilisation d'un modèle de coût incrémentaux de long terme. Ce modèle devra être adapté à un nouvel entrant, dont on ne peut raisonnablement exiger qu'il atteigne en trois ou quatre ans 99% de couverture et 33% de part de marché. Le groupe des régulateurs européens considérerait lui-même que la part de marché d'un nouvel entrant sur un marché mature comptant trois opérateurs serait de l'ordre de 15% en trois ou quatre ans¹. Le taux de rémunération du capital d'un nouvel entrant, au projet industriel nécessairement plus risqué que celui d'un opérateur historique installé, doit également être modifié². Ainsi, le modèle de coûts publié par l'Autorité et calibré pour un nouvel opérateur avec des paramètres raisonnables 3 ans après le lancement commercial évaluerait un coût incrémental long terme compris entre [...].

C- SUR L'ASYMETRIE DE TRAFIC

Ainsi que mentionné dans la consultation publique, une asymétrie de trafic peut justifier une asymétrie de terminaison d'appel permettant de compenser tout ou partie de l'asymétrie de trafic. En France, une forte asymétrie au détriment du nouvel entrant est prévisible. Malgré le lancement récent d'offres d'abondance, une grande partie du parc des opérateurs mobiles historiques reste abonnée à des forfaits malthusiens d'une à quatre heures. Les tarifs des minutes en dépassement, comme ceux des minutes prépayées, sont exorbitants. [...] Dès lors que les politiques tarifaires des opérateurs mobiles historiques découragent la consommation de leurs abonnés, un nouvel entrant aura peu d'appels entrants, et donc une asymétrie de trafic importante.

¹ ERG's Common Position on symmetry of fixed call termination rates and symmetry of mobile call termination rates - ERG (07) 83 final 080312

² « (57) Lorsqu'elles imposent des mesures de contrôle des prix, les autorités réglementaires nationales devraient s'efforcer de permettre un juste retour pour les investisseurs sur un nouveau projet d'investissement donné. » Directive 2009/140/CE du Parlement Européen et du Conseil du 25 novembre 2009

Nous anticipons une asymétrie de trafic [...].L'asymétrie se réduira progressivement dans la durée, car l'arrivée de Free Mobile fera bouger le marché [...] Encore une fois, nous pensons qu'il serait relativement aventureux pour l'Autorité de faire des hypothèses sur le niveau d'asymétrie probable avant même le lancement des offres de Free Mobile.

ANNEXE : REPONSE AUX QUESTIONS DE LA CONSULTATION

QUESTION 1

La situation d'un opérateur titulaire d'autorisation d'utilisation de fréquences et des obligations attachées et celle d'un opérateur virtuel n'ont strictement rien à voir. Il y a une différence d'un facteur cent en termes de niveau d'investissement et de risque industriel. Omea Telecom et LycaMobile ne déploient pas de réseaux, n'ont aucune obligation de le faire et n'ont aucune contrainte de calendrier de couverture à respecter. La structure des coûts de chacun des opérateurs est donc très différente. Le groupement des trois analyses de marché, comme si finalement Free Mobile était un opérateur MVNO comme un autre, nous paraît choquant. L'analyse détaillée du caractère équitable et proportionné des mesures envisagées à la situation concurrentielle de chaque opérateur doit être développée, et est nécessairement différenciée par catégorie d'acteurs.

Par ailleurs, les opérateurs concernés par la consultation sont chacun dans des situations différentes et requièrent chacun une analyse détaillée différente. Omea Telecom compte plus de deux millions de clients et n'est pas un nouvel entrant. Il se proclame lui-même «quatrième opérateur». LycaMobile a lancé ses offres commerciales au mois de juin 2011. Pour ces deux opérateurs, l'Autorité est en mesure de faire une première évaluation de leurs coûts incrémentaux et d'apprécier la proportionnalité de la régulation de leur terminaison d'appel mobile avec les objectifs de concurrence et d'efficacité des opérateurs.

A l'inverse, pour Free Mobile dont la commercialisation des offres n'a pas encore débuté et dont les investissements sont pour l'essentiel encore à réaliser, il paraît aventureux de faire une première évaluation des coûts incrémentaux et d'apprécier la proportionnalité de la régulation de sa terminaison d'appel mobile avec les objectifs d'efficacité.

QUESTION 2

L'analyse de l'asymétrie réalisée par l'Autorité est partielle, en ce qu'elle n'est réalisée qu'en valeur relative et non en valeur absolue. Une analyse en valeur relative est utile s'il s'agit d'évaluer la manière dont une asymétrie de terminaison d'appel peut compenser une asymétrie de trafic. Une analyse en valeur absolue est indispensable en revanche pour évaluer l'ampleur des flux inter-opérateurs et porter un jugement sur le caractère raisonnable ou de tel ou tel niveau de terminaison d'appel. Les exemples cités par l'Autorité sont issus de marchés où les terminaisons d'appels mobiles sont très supérieures au niveau prévu en France pour 2012. Dès lors, compte tenu des différences de niveau de référence un raisonnement en valeur relative uniquement n'a pas qu'un sens limité.

QUESTION 3

Free Mobile partage les conclusions de l'Autorité, les barrières à l'entrée d'un nouvel entrant sur le marché mobile restent nombreuses et élevées (marché mature, oligopole de trois opérateurs historiques, 72% des clients utilisateurs d'offres post-payés, durée d'engagement de 12 ou 24 mois). Les opérateurs mobiles historiques ont récemment commercialisés des offres présentées comme « anti Free ». La politique commerciale agressive des opérateurs historiques, notamment à travers de leurs récentes offres quadruple play (auxquelles les opérateurs objets de la présente consultation ne peuvent pas répondre) ne sont pas seulement défensives, Free Mobile ne leur ayant pas encore pris un seul abonné. [...]

L'existence de ces barrières à l'entrée justifie d'elles-mêmes une asymétrie de terminaison d'appel mobile, leur importance venant simplement influencer sur la durée d'une telle asymétrie, une juste durée devant permettre au nouvel entrant d'atteindre une part de marché équivalente à celle d'un opérateur efficace.

Le BEREC considère justifiée l'existence d'une asymétrie entre un nouvel entrant et les opérateurs en place, la durée de cette asymétrie étant liée notamment aux barrières à l'entrée³.

QUESTION 4

Le déséquilibre de trafic sera [...]

QUESTION 5

Les réponses ont été apportées en partie II ci-avant. La notion de coût incrémental de long terme n'a pas de sens pour un réseau qui n'existe pas encore ou qui est pour l'essentiel à construire. Si cette notion avait un sens, elle devrait prendre en compte les coûts off net et on net, ainsi que la répartition des trafics entre ces deux modalités. Les coûts incrémentaux on net et la répartition du trafic paraissent difficiles à anticiper, sur des seules bases théoriques, avant le lancement du service Free Mobile.

³ « Justification of asymmetry for a transitory period for a late entrant to take into account its lower economies of scale: The fact that an MNO entered the market later can justify an asymmetry for a transitory period. (...) This initial level should be accompanied by a glide path towards symmetry. National factors that may be relevant to the length of this transition period include: - The maturity of the market - The fluidity of the market- The level of competition in the market ». ERG's Common Position on symmetry of fixed call termination rates and symmetry of mobile call termination rates - ERG (07) 83 final 080312